

**LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS  
WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN**

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[C – 2021/33798]

**28 OCTOBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant divers arrêtés en vue de la mise en œuvre de l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, articles 2, alinéa 1<sup>er</sup>, et 2bis ;

Vu le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi, l'article 25, alinéa 1<sup>er</sup>, remplacé par le décret du 13 mars 2003 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 1994 portant règlement du personnel contractuel de la formation professionnelle de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FOREm) ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le statut des agents de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi ;

Vu le rapport du 24 mai 2021 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 juin 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 juin 2021 ;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 3 juin 2021 ;

Vu le protocole de négociation syndicale n<sup>o</sup> 800 du Comité de secteur XVI, conclu le 9 juillet 2021 ;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 21 juin 2021 ;

Vu l'avis 70.129/4 du Conseil d'Etat, donné le 18 octobre 2021, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Emploi et de la Formation et de la Ministre de la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

*CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le statut des agents de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi*

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le statut des agents de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 8. Pour l'application du présent arrêté, l'article 11, § 3, du Code s'applique en étant complété par : « Par métier du conseil, il faut entendre le métier qui porte sur le conseil et l'appui aux particuliers, aux entreprises et aux opérateurs du marché régional du travail, en ce compris la dimension d'évaluation et de contrôle de la disponibilité des chômeurs, dans le cadre des fonctions de conseil exercées au sein du Forem et au sein d'une Agence locale pour l'emploi, ainsi que des fonctions d'encadrement hiérarchique de ces fonctions. ».

**Art. 2.** A l'article 13 du même arrêté remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010, les mots « , les fonctions d'évaluateurs et les fonctions de collaborateurs ALE » sont ajoutés entre les mots « les fonctions de conseillers » et les mots « dans les métiers du conseil ».

**Art. 3.** L'article 18 du même arrêté, modifié par l'arrêté du 15 juillet 2010, est abrogé.

**Art. 4.** Dans l'article 27/1 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010 et modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 25 avril 2013, 2 avril 2015, 30 juin 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « pour une période prenant fin à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté modifiant l'arrêté du 18 décembre 2003 portant le statut des agents de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi et portant des évolutions réglementaires visant notamment une plus grande harmonisation des régimes juridiques applicables à l'ensemble du personnel de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, et au plus tard le 16 août 2019 à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté » sont abrogés ;

2° l'alinéa 1 est complété par ce qui suit : « Pour l'organisation et la réalisation de ces concours, le SELOR s'appuie sur les agents et les membres du personnel de l'Office qu'il a certifiés » ;

3° l'alinéa 2 est complété par ce qui suit : « Les épreuves de sélection peuvent être organisées en partie à distance et en présentiel. Dans cette hypothèse, il est garanti un accès pour les candidats qui le souhaitent ou qui ne disposent pas d'un accès à distance » ;

4° à l'alinéa 3, les mots « et un autre issu du Service public de Wallonie » sont abrogés ;

5° l'alinéa 4 est abrogé.

**Art. 5.** L'article 28/1 du même arrêté, modifié par l'arrêté du 15 juillet 2010, est abrogé.

**Art. 6.** A l'article 32 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010, les mots « Dans l'article 137 du Code » sont remplacés par les mots « Pour l'application du présent arrêté, dans l'article 137 du Code ».

**Art. 7.** A l'article 54 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « doit être complétée », sont remplacés par les mots « , pour l'application du présent arrêté, est complétée » ;

2° la ligne qui comporte les mots « des métiers du conseil avec échelle de traitement B1, B1bis, B2 ou B3 suivant le rang : » est complétée comme suit :

« évaluateur  
collaborateur ALE. ».

**Art. 8.** A l'article 55 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010, les mots « doit être complétée » sont remplacés par les mots « , pour l'application du présent arrêté, est complétée ».

**Art. 9.** A l'article 56 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « « doit être complétée » sont remplacés par les mots « , pour l'application du présent arrêté, est complétée » ;

2° la liste des métiers du conseil qui peuvent être pourvus par accession au niveau supérieur au niveau B est complétée comme suit :

« évaluateur  
collaborateur ALE. ».

**CHAPITRE 2. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi**

**Art. 10.** A l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel de la Formation professionnelle et de l'Emploi, les mots « L'article 3 de l'arrêté est complété par l'alinéa suivant : » sont remplacés par les mots « L'article 3 de l'arrêté se lit en étant complété par l'alinéa suivant : ».

**Art. 11.** A l'article 7 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1<sup>er</sup>, 5°, les mots « les fonctions d'évaluateur et les fonctions de collaborateur ALE » sont insérés entre les mots « les fonctions de conseiller » et les mots « dans les métiers du conseil : » ;

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Par métier du conseil, il faut entendre le métier qui porte sur le conseil et l'appui aux particuliers, entreprises et opérateurs du marché régional du travail, en ce compris la dimension d'évaluation et de contrôle de la disponibilité des chômeurs, dans le cadre des fonctions de conseil exercées au sein du Forem et au sein d'une Agence locale pour l'emploi, ainsi que des fonctions d'encadrement hiérarchique de ces fonctions » ;

3° il est complété par un nouveau paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Les épreuves de sélection pour pouvoir aux fonctions dans les métiers du conseil peuvent être organisées en partie à distance et en présentiel. Dans cette hypothèse, il est garanti un accès pour les candidats qui le souhaitent ou qui ne disposent pas d'un accès à distance. ».

**Art. 12.** L'article 9 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010 et modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 25 avril 2013, 2 avril 2015, 30 juin 2016 et 9 mai 2019, est remplacé par :

« Art. 9. Pour l'application du présent arrêté, l'arrêté s'applique en étant complété par un chapitre IVbis comprenant un article 6bis rédigé comme suit :

“CHAPITRE IVbis - Des fonctions correspondant à un grade de promotion.

Art. 6bis. § 1<sup>er</sup>. En ce qui concerne les métiers du conseil en ce compris les missions non-récurrentes dont est chargé l'Office, des membres du personnel contractuel peuvent être engagés pour répondre aux tâches spécifiques ou exigeant des connaissances particulières ou une expérience large de haut niveau telles que visées à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 4° et 5°, et auxquels sont confiées des fonctions correspondant à un premier grade de promotion, exercent tous les droits et toutes les prérogatives attachées à ces fonctions. Ils accomplissent tous les devoirs et supportent toutes les charges attachées à ces fonctions.

Par mission non-récurrente, il faut entendre toute mission non couverte dans le cadre des subventions annuelles octroyées lors du vote du décret budgétaire du budget initial et relatives aux programmes budgétaires dédiés au financement de l'Office. »

§ 2. Pour les métiers du conseil, en l'absence d'agent promu, muté ou réaffecté, les membres du personnel exerçant un métier du conseil peuvent être affectés temporairement aux emplois d'encadrement de responsable d'équipe de rang B1 et de responsable de service de rang A5 pour une durée d'un an renouvelable, s'ils remplissent des conditions équivalentes à celles prévues à l'article 53, § 2, du Code de la fonction publique wallonne et ce au terme d'une procédure telle que prévue au article 53, § 3, du Code.

Toutefois, en l'absence d'agent promu, muté, réaffecté ou désigné pour l'exercice de fonctions supérieures ou de membre du personnel contractuel temporairement affecté remplissant la condition d'ancienneté visée à l'article 53, § 2, 1°, du Code et par dérogation à l'alinéa précédent, peuvent également être affectés les membres du personnel contractuel qui ne remplissent pas la condition d'ancienneté visée à l'article 53, § 2, 1°, du Code, moyennant décision motivée du Comité de gestion sur le nombre d'années exigées, après avis unanime du Comité intermédiaire de concertation. L'ancienneté requise ne peut dans ce cas être inférieure à quatre ans.

Pour l'application de l'article 53, § 2, 1°, du Code de la Fonction publique aux membres du personnel contractuel, l'ancienneté prise en considération est celle acquise dans une fonction de même niveau au sein de l'Office.

§ 3. Pour les métiers du conseil, en l'absence d'agent promu, muté ou réaffecté, les membres du personnel contractuel exerçant des fonctions de niveau A peuvent être affectés temporairement aux emplois d'encadrement de responsable d'équipe de rang A6 pour une durée d'un an renouvelable, s'ils remplissent des conditions équivalentes à celles prévues à l'article 53, § 2, du Code de la Fonction publique.

§ 4. Les emplois d'encadrement sur lesquels sont affectés temporairement des membres du personnel contractuel sont remis en compétition annuellement.

Les membres du personnel contractuel tels que visés aux §§ 2 et 3 qui ont été désignés pour un an sur un poste déterminé, conservent leur affectation sur ce poste si le poste annuellement remis en concurrence n'est pas octroyé à un agent. ».

**Art. 13.** A l'article 10 du même arrêté les mots « Il y a lieu de compléter l'article 7 de l'arrêté par l'alinéa suivant : » sont remplacés par les mots « L'article 7, de l'arrêté, se lit en étant complété par l'alinéa suivant : ».

CHAPITRE 3. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 1994 portant règlement du personnel contractuel de la formation professionnelle de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FOREm)*

**Art. 14.** L'article 8, 2°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 1994 portant règlement du personnel contractuel de la formation professionnelle de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FOREm), modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2019, est complété par un nouvel alinéa 2 rédigé comme suit :

« Il peut être dérogé aux conditions d'admission visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> pour le recrutement d'instructeur dans les spécialités liées aux métiers en pénurie selon la liste établie annuellement par l'Office, moyennant accord préalable du Comité de gestion, après avis du Comité intermédiaire de concertation. ».

**Art. 15.** A l'article 10 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2019, les mots « à une fonction d'instructeur » sont insérés entre les mots « le candidat » et les mots « doit justifier ».

**Art. 16.** A l'article 12 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2019, est ajouté un nouveau point 1°/1 rédigé comme suit :

« 1°/1 les examens et les épreuves peuvent être organisés en partie à distance et en présentiel. Dans cette hypothèse, l'appel à candidature précise les modalités permettant de garantir un accès via un site du Forem pour les candidats qui le souhaitent ou qui ne disposent pas d'un accès à distance ; ».

**Art. 17.** A l'article 14 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 6 novembre 2014 et du 28 mars 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« L'examen de capacité comporte au minimum une épreuve technique visant à évaluer les compétences et les connaissances liées au métier et une épreuve destinée à évaluer le potentiel pédagogique, il peut également comporter une épreuve psychologique. » ;

2° l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« L'épreuve de vérification des aptitudes techniques ou pédagogiques comporte :

1° en cas de validation préalable des compétences techniques et pédagogiques : un entretien destiné à vérifier l'adéquation du profil du candidat avec la fonction ;

2° en cas de validation préalable des compétences techniques : une épreuve visant à évaluer le potentiel pédagogique et un entretien destiné à vérifier l'adéquation du profil du candidat avec la fonction ;

3° en cas de validation préalable des compétences pédagogiques : une épreuve technique et un entretien destiné à vérifier l'adéquation du profil du candidat avec la fonction.

Elle peut également comporter une épreuve psychologique. » ;

3° à l'alinéa 6, les mots « tout titre pédagogique délivré par une autorité compétente » sont insérés entre les mots « l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur, dénommé AESS, » et les mots « ou une certification ».

**Art. 18.** A l'article 14/1 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, les mots « voix délibérative » sont remplacés par les mots « voix consultative » ;

2° au § 3, les mots « Le Comité de gestion » sont remplacés par les mots « l'Administrateur général ».

CHAPITRE 4. — *Dispositions transitoires, abrogatoire et finales*

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. Par dérogation aux articles 11, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, et 19, 5<sup>o</sup>, du Code et à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel, dans le cadre du déploiement de l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi et d'un processus de réaffectation et d'évolution interne, les agents et les membres du personnel contractuel de niveau C de l'Office peuvent accéder à la fonction de conseiller, s'ils sont lauréats du processus interne de validation des compétences spécifique organisé à cette fin.

Pour pouvoir s'inscrire au processus de validation des compétences visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les agents et les membres du personnel possèdent une ancienneté de niveau et de service de 2 ans au sein de l'Office à la date de clôture des inscriptions au processus.

§ 2. Peuvent également accéder à la fonction de conseiller dans le cadre du déploiement de l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi, les agents et les membres du personnel contractuel de niveau B de l'Office qui souhaitent changer de métier, s'ils sont lauréats du processus interne de changement de métier spécifique organisé à cette fin.

Pour pouvoir s'inscrire au processus de changement de métier visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les agents et les membres du personnel possèdent une ancienneté de niveau et de service de 2 ans au sein de l'Office à la date de clôture des inscriptions au processus.

§ 3. L'Office est habilité à organiser un ou plusieurs processus de validation des compétences à la fonction de conseiller visé au § 1<sup>er</sup> et un ou plusieurs processus de changement de métier visé au § 2 pendant une période de 5 ans à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, correspondant à la période de déploiement de cet accompagnement et à l'ajustement de l'allocation des ressources qui en découle.

§ 4. Le processus de validation des compétences et le processus de changement de métier comportent des épreuves de niveau similaire à celles prévues dans le cadre du processus de recrutement. Le bénéfice de la réussite de la validation des compétences ou de la réussite du processus de changement de métier est acquis définitivement. Les lauréats d'un processus de validation des compétences et les lauréats d'un processus de changement de métier sont classés dans une réserve unique suivant les résultats obtenus. Toutefois, les lauréats d'un processus de validation des compétences et les lauréats du processus de changement de métier dont le procès-verbal a été clos à une date antérieure sont prioritaires.

Lors de la vacance de tout emploi de conseiller, ces réserves sont consultées de manière prioritaire par rapport aux réserves encore actives constituées antérieurement dans le cadre d'un processus de recrutement.

Par dérogation à l'alinéa 2, les agents et les membres du personnel qui sont classés dans une réserve antérieure issue d'un processus de recrutement à la fonction de conseiller sont considérés comme lauréats du processus de validation des compétences ou comme lauréats du processus de changement de métier à la date de clôture de ce processus de recrutement et dans leur ordre de classement au sein de cette réserve.

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. Par dérogation aux articles 11, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, et 19, 5<sup>o</sup>, du Code et à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel, dans le cadre du déploiement de l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi et d'un processus de réaffectation et d'évolution interne, les agents et les membres du personnel contractuel de niveau C peuvent accéder à la fonction d'évaluateur s'ils sont occupés au sein du Service à gestion distincte contrôle à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, et, s'ils sont lauréats d'un processus interne de validation des compétences à la fonction d'évaluateur organisé à cette fin.

Pour pouvoir s'inscrire au processus de validation des compétences visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les agents et les membres du personnel de niveau C possèdent une ancienneté de service de 2 ans au sein du Service à gestion distincte contrôle à la date de clôture des inscriptions au processus.

§ 2. L'Office est habilité à organiser un processus de validation des compétences à la fonction d'évaluateur tel que visé au § 1<sup>er</sup>.

§ 3. Le processus de validation des compétences comporte des épreuves de niveau similaire à celles prévues dans le cadre du processus de recrutement. Le bénéfice de la réussite de la validation est acquis définitivement. Les lauréats du processus de validation des compétences sont classés dans une réserve suivant les résultats obtenus.

Lors de la vacance de tout emploi d'évaluateur, ces réserves sont consultées de manière prioritaire par rapport aux réserves encore actives constituées antérieurement dans le cadre d'un processus de recrutement.

**Art. 21.** L'article 6 bis de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel inséré par l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi est abrogé.

**Art. 22.** L'article 12 produit ses effets le 17 août 2021.

**Art. 23.** La Ministre de l'Emploi et la Formation et la Ministre de la Fonction publique sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 octobre 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale,  
de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,  
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,  
en charge des Allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,  
V. DE BUE

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/33798]

**28 OKTOBER 2021. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van verschillende besluiten met het oog op de uitvoering van coaching- en oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, artikel 2, lid 1, en artikel 2bis;

Gelet op het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi", artikel 25, eerste lid, vervangen door het decreet van 13 maart 2003 ;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 december 1994 houdende reglement van het contractueel personeel van de beroepsopleiding van de "Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi"(FOREm);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende het statuut van de ambtenaren van de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi";

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden van indienstneming van de contractuele personeelsleden en hun administratieve en geldelijke toestand;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden van indienstneming van de contractuele personeelsleden van de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" en hun administratieve en geldelijke toestand ;

Gelet op het verslag van 24 mei 2021 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 2014 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 7 juni 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 10 juni 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 3 juni 2021;

Gelet op het protocol nr. 800 betreffende de vakbondsonderhandeling binnen het Sectorcomité XVI, gesloten op 9 juli 2021;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling), gegeven op 21 juni 2021;

Gelet op advies 70.129/4 van de Raad van State, gegeven op 18 oktober 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Tewerkstelling en Vorming en van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

**HOOFDSTUK 1. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 Besluit van de Waalse Regering houdende het statuut van de ambtenaren van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en tewerkstelling)"**

**Artikel 1.** Artikel 8 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende het statuut van de ambtenaren van de " Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi " (Waalse dienst voor beroepsopleiding en tewerkstelling) wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Art. 8. Voor de toepassing van dit besluit, wordt artikel 11, § 3, van de Code toegepast met volgende aanvulling: "Onder adviesverlenend beroep wordt verstaan het beroep i.v.m. advies- en steunverlening aan particulieren, ondernemingen en operatoren op de gewestelijke arbeidsmarkt, met inbegrip van de dimensie inzake evaluatie en controle van de beschikbaarheid van de werklozen, in het kader van de ambten inzake adviesverlening binnen de Forem en binnen een plaatselijk tewerkstellingsagentschap, evenals de hiërarchische staffuncties voor deze ambten."

**Art. 2.** In artikel 13 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2010, worden de woorden "de functies van evaluator en de functies van medewerkers van een PWA" ingevoegd tussen de woorden "de functies van adviseur" en de woorden "in de adviesverlenende beroepen".

**Art. 3.** Artikel 18 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2010, wordt opgeheven.

**Art. 4.** In artikel 27/1 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2010 en gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 25 april 2013, 2 april 2015 en 30 juni 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "voor een periode die eindigt op de datum van inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende het statuut van de ambtenaren van de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" en regelgevende evoluties betreffende o.a. een grotere harmonisatie van de rechtstelsels die toepasselijk zijn op het gezamenlijke personeel van de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi", uiterlijk 16 augustus 2019, te rekenen van de datum van inwerkingtreding van dit besluit" opgeheven;

2° het eerste lid wordt aangevuld door hetgeen volgt: "Voor de organisatie en de uitvoering van deze vergelijkende examens steunt SELOR op de ambtenaren en personeelsleden van de Dienst die hij gecertificeerd heeft;

3° het tweede lid wordt aangevuld door hetgeen volgt: "De selectieproeven kunnen gedeeltelijk op afstand of met fysieke aanwezigheid georganiseerd worden. In die hypothese wordt een toegang gewaarborgd voor de kandidaten die dat wensen of die niet over een toegang op afstand beschikken";

4° in het derde lid worden de woorden "en het andere van de Waalse Overheidsdienst" opgeheven;

5° het vierde lid wordt opgeheven.

**Art. 5.** Artikel 28/1 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 15 juli 2010, wordt opgeheven.

**Art. 6. I**

**Art. 7.** In artikel 54 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "dient, wat de adviesverlenende beroepen betreft, te worden aangevuld" worden vervangen door de woorden "wordt, wat de adviesverlenende beroepen betreft, en voor de toepassing van dit besluit, aangevuld":

2° de regel met de woorden "Met de weddeschalen B1, B1 bis, B2 of B3 naar gelang van de rang:" wordt aangevuld als volgt:

"evaluator

medewerker van een PWA."

**Art. 8.** In artikel 55 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2010, worden de woorden "dient, wat de adviesverlenende beroepen betreft, te worden aangevuld" vervangen door de woorden "wordt, wat de adviesverlenende beroepen betreft, en voor de toepassing van dit besluit, aangevuld".

**Art. 9.** In artikel 56 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "dient te worden aangevuld:" worden vervangen door de woorden "wordt, voor de toepassing van dit besluit, aangevuld":

2° de lijst van de beroepen waarin kan worden voorzien door overgang naar het hogere niveau (voor het niveau B) wordt aangevuld als volgt:

"evaluator

medewerker van een PWA."

**HOOFDSTUK 2.** — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden van indienstneming van de contractuele personeelsleden van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Tewerkstelling) en hun administratieve en geldelijke toestand*

**Art. 10.** In artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden van indienstneming van de contractuele personeelsleden van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Tewerkstelling) en hun administratieve en geldelijke toestand worden de woorden "Artikel 3 van het besluit wordt aangevuld met het volgende lid:" vervangen door de woorden "Artikel 3 luidt met volgende aanvulling als volgt":

**Art. 11.** In artikel 7 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1, 5°, worden de woorden "de functies van evaluator en de functies van medewerker van een PWA" ingevoegd tussen de woorden "mogen de functies van adviseur" en de woorden "in de adviesverlenende beroepen": ;

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt:

"§ 2. Onder adviesverlenend beroep wordt verstaan het beroep i.v.m. advies- en steunverlening aan particulieren, ondernemingen en operatoren op de gewestelijke arbeidsmarkt, met inbegrip van de dimensie inzake evaluatie en controle van de beschikbaarheid van de werklozen, in het kader van de ambten inzake adviesverlening binnen de Forem en binnen een plaatselijk tewerkstellingsagentschap, evenals de hiërarchische staffuncties voor deze ambten";

3° het artikel wordt aangevuld met een nieuw paragraaf 3, luidend als volgt:

"§ 3. De selectieproeven voor het vervullen van de functies in de adviesverlenende beroepen kunnen gedeeltelijk op afstand en met fysieke aanwezigheid worden georganiseerd. In die hypothese wordt een toegang gewaarborgd voor de kandidaten die dat wensen of die niet over een toegang op afstand beschikken". "

**Art. 12.** Artikel 9 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2020 en gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 25 april 2013, 2 april 2015, 30 juni 2016 en 9 mei 2019, wordt vervangen als volgt:

"Art. 9. Voor de toepassing van dit besluit wordt het besluit toegepast met aanvulling van een hoofdstuk IV bis, dat een artikel 6 bis omvat, dat als volgt luidt:

"HOOFDSTUK IVbis - Functies die met een bevorderingsgraad overeenstemmen.

Art. 6bis. § 1. Wat betreft de adviesverlenende beroepen, met inbegrip van de niet terugkerende opdrachten waarmee de "Office" belast wordt, kunnen contractuele personeelsleden in dienst genomen worden om te voldoen aan specifieke taken of aan taken die een bijzondere kennis of een ruime ervaring op hoog niveau vergen, zoals bedoeld in artikel 2, § 1, 4° en 5°. Die personeelsleden worden bekleed met functies die met een eerste bevorderingsgraad overeenstemmen, en oefenen alle rechten en voorrechten uit i.v.m. bedoelde functies.. Ze voldoen aan alle plichten en dragen alle lasten i.v.m. bedoelde functies.

Onder niet terugkerende opdracht wordt verstaan elke opdracht die niet het voorwerp is van de jaarsubsidies verleend bij de stemming van het begrotingsdecreet betreffende de initiële begroting en die betrekking hebben op de begrotingsprogramma's m.b.t. de financiering van de "Office". "

§ 2. Wat de adviesverlenende beroepen betreft, kunnen de personeelsleden die een adviesverlenend beroep uitoefenen, bij gebrek aan bevorderde, gemuteerde of wederaangestelde ambtenaar, tijdelijk (hernieuwbare duur van één jaar) aangesteld worden in de kaderfuncties van ploegverantwoordelijke van rang B1 en van dienstverantwoordelijke van rang A5 indien ze voldoen aan dezelfde voorwaarden als die bepaald bij artikel 53, § 2, van de Waalse ambtenarencode, na afloop van een procedure zoals bepaald bij artikel 53, § 3, van de Code.

Bij gebrek aan bevordering, mutatie, wederaanstelling of aanwijzing van een ambtenaar voor de uitoefening van hogere functies of aan tijdelijke aanstelling van een lid van het contractuele personeel dat voldoet aan de anciënniteitsvoorwaarde bedoeld in artikel 53, § 2, 1°, van de Code en in afwijking van het vorige lid, kunnen evenwel ook de leden van het contractuele personeel aangesteld worden die niet voldoen aan de anciënniteitsvoorwaarde bedoeld in artikel 53, § 2, 1°, van de Code, mits gemotiveerde beslissing van het beheerscomité over het vereiste aantal jaren, na eenparig advies van het tussenoverlegcomité. In dat geval mag de vereiste niveauanciënniteit niet lager zijn dan vier jaar.

Voor de toepassing van artikel 53, § 2, 1°, van de Ambtenarencode op de leden van het contractuele personeel, wordt rekening gehouden met de anciënniteit die in de adviesverlenende beroepen is verworven in een functie van hetzelfde niveau binnen de "Office".

§ 3. Wat de adviesverlenende beroepen betreft, kunnen de contractuele personeelsleden die functies van niveau A uitoefenen, bij gebrek aan bevorderde, gemuteerde of wederaangestelde ambtenaar, tijdelijk (hernieuwbare duur van één jaar) aangesteld worden in de kaderfuncties van ploegverantwoordelijke van rang A6 indien ze voldoen aan dezelfde voorwaarden als die bepaald bij artikel 53, § 2, van de Waalse Ambtenarencode.

§ 4. De kaderfuncties waarin contractuele personeelsleden tijdelijk aangesteld worden, worden jaarlijks voor mededinging opgesteld.

De leden van het contractuele personeel, zoals bedoeld in de §§ 2 en 3, die voor één jaar aangewezen werden voor een bepaalde functie, behouden hun aanstelling voor die functie indien de jaarlijks in mededinging gestelde functie niet aan een ambtenaar wordt toegekend."

**Art. 13.** In artikel 10 van hetzelfde besluit worden de woorden "Artikel 7 dient te worden aangevuld met het volgende lid : " vervangen door de woorden "Artikel 7 van het besluit luidt met volgende aanvulling: " .

**HOOFDSTUK 3. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 15 december 1994 houdende reglement van het contractueel personeel van de beroepsopleiding van de "Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi"(FOREm)**

**Art. 14.** Artikel 8, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 15 december 1994 houdende reglement van het contractueel personeel van de beroepsopleiding van de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi"(FOREm), gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 2019, wordt aangevuld met een nieuw lid 2, luidend als volgt:

"Van de in het eerste lid bedoelde toelatingsvoorwaarden kan worden afgeweken voor de aanwerving van instructeurs voor specialiteiten die verband houden met beroepen waaraan een tekort bestaat volgens de lijst die jaarlijks door de Dienst wordt opgesteld, mits het Beheerscomité, na raadpleging van het tussenoverlegcomité, hiermee vooraf heeft ingestemd. " .

**Art. 15.** In artikel 10 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 2019, worden de woorden "voor een functie van instructeur" ingevoegd tussen de woorden "de kandidaat" en de woorden "een beroepservaring van".

**Art. 16.** In artikel 12 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 2019, wordt een nieuw punt 1°/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"1°/1 de examens en de proeven kunnen gedeeltelijk op afstand en met fysieke aanwezigheid worden georganiseerd. In dat geval vermeldt de oproep tot de kandidaten de modaliteiten om de toegang via een site van Forem te garanderen voor kandidaten die dat wensen of die niet over een toegang op afstand beschikken;"

**Art. 17.** In artikel 14 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 november 2014 en 28 maart 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt vervangen als volgt:

"Het bekwaamheidsexamen omvat minstens een technische proef ter beoordeling van de vaardigheden en de kennis i.v.m. het beroep en een proef ter beoordeling van het pedagogisch potentieel en kan ook bestaan in een psychologische test. " ;

2° het vierde lid wordt vervangen als volgt :

"De proef tot verificatie van de technische of pedagogische vaardigheden omvat :

1° in geval van voorafgaande validering van de technische en pedagogische vaardigheden : een gesprek om de geschiktheid van het profiel van de kandidaat voor de functie te verifiëren;

2° in geval van voorafgaande validering van de technische vaardigheden : een proef om het pedagogisch potentieel te beoordelen en een gesprek om de geschiktheid van het profiel van de kandidaat voor de functie te verifiëren;

3° in geval van voorafgaande validering van de pedagogische vaardigheden : een technische proef en een gesprek om de geschiktheid van het profiel van de kandidaat voor de functie te verifiëren.

Ze kan ook een psychologische test omvatten. " ;

3° in het zesde lid worden de woorden "elke pedagogische titel afgegeven door een bevoegde instantie" ingevoegd tussen de woorden "de aggregatie voor het hoger secundair onderwijs," AESS " genoemd, of een kwalificatie " .

**Art. 18.** In artikel 14/1 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1, derde lid, van de Franse versie worden de woorden "voix délibérative" vervangen door de woorden "voix consultative";

2° in § 3 worden de woorden "Het Beheerscomité" vervangen door de woorden "De Administrateur-generaal".

#### **HOOFDSTUK 4. — Overgangs-, opheffings-, en slotbepalingen**

**Art. 19.** § 1. In afwijking van de artikelen 11, § 4, eerste lid, en 19, 5°, van de Code en artikel 4, § 1, 5°, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden kunnen de ambtenaren en contractuele personeelsleden van niveau C van de Dienst, in het kader van de inzet van coaching en oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden en van een proces van herplaatsing en interne ontwikkeling, toegang krijgen tot de functie van adviseur, indien zij met succes de interne procedure doorlopen voor de validering van specifieke vaardigheden die voor dit doel wordt georganiseerd.

Om voor het in lid 1 bedoelde proces voor de validering van de vaardigheden in aanmerking te komen, moeten de ambtenaren en de personeelsleden op de sluitingsdatum van de inschrijving voor het proces een niveau- en dienstanciënniteit van 2 jaar binnen de Dienst hebben.

§ 2. In het kader van de inzet van coaching en oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden kunnen de ambtenaren en contractuele personeelsleden van niveau B van de Dienst die van beroep willen veranderen, ook adviseur worden, indien zij met succes het specifieke interne traject voor de verandering van beroep doorlopen dat hertoe is georganiseerd.

Om voor het in lid 1 bedoelde proces voor verandering van beroep in aanmerking te komen, moeten de ambtenaren en de personeelsleden op de sluitingsdatum van de inschrijving voor het proces een niveau-en dienstanciënniteit van 2 jaar binnen de Dienst hebben.

§ 3. De Dienst is bevoegd om gedurende een periode van 5 jaar vanaf de inwerkingtreding van dit besluit een of meerdere processen voor de validering van de in § 1 bedoelde vaardigheden voor de functie van adviseur en een of meerdere processen voor de in § 2 bedoelde verandering van beroep te organiseren, die overeenkomen met de periode waarin deze ondersteuning wordt ingezet en de daaruit voortvloeiende aanpassing van de toewijzing van middelen.

§ 4. Het proces voor de validering van de vaardigheden en het proces voor de verandering van beroep omvatten tests van een soortgelijk niveau als die in het aanwervingsproces. Het voordeel van de succesvolle voltooiing van de validering van de vaardigheden of de succesvolle afronding van het proces voor de verandering van beroep wordt permanent verworven. Succesvolle kandidaten in een proces voor de validering van vaardigheden en succesvolle kandidaten in een proces voor de verandering van beroep worden op basis van hun resultaten in één reserve gerangschikt. Geslaagde kandidaten van een proces voor de validering van de vaardigheden en geslaagde kandidaten van een proces voor de verandering van beroep waarvan de notulen op een eerdere datum zijn afgesloten, krijgen echter voorrang.

Bij het ontstaan van een vacature voor een functie van adviseur worden deze reserves eerst geraadpleegd, in plaats van de reserves die nog actief zijn na een eerdere aanwervingsprocedure.

In afwijking van lid 2 worden de ambtenaren en de personeelsleden die zijn gerangschikt in een eerdere reserve die het resultaat is van een aanwervingsprocedure voor de functie van adviseur, op de datum van afsluiting van die aanwervingsprocedure beschouwd als geslaagde kandidaten in het proces voor de validering van de vaardigheden of als geslaagde kandidaten in het proces voor de verandering van beroep, en wel in de volgorde van hun rangschikking in die reserve.

**Art. 20.** § 1. In afwijking van de artikelen 11, § 4, eerste lid, en 19, 5°, van de Code en artikel 4, § 1, 5°, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden kunnen de ambtenaren en contractuele personeelsleden van niveau C, in het kader van de inzet van coaching en oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden en van een proces van herplaatsing en interne ontwikkeling, toegang krijgen tot de functie van evaluator, indien zij op de datum van inwerkingtreding van dit besluit in dienst zijn van de Dienst Afzonderlijk beheer en Controle, en indien zij zijn geslaagd voor een daartoe georganiseerd intern proces voor de validering van de vaardigheden voor de functie van evaluator.

Om voor het in lid 1 bedoelde proces voor de validering van de vaardigheden in aanmerking te komen, moeten de ambtenaren en de personeelsleden van niveau C op de sluitingsdatum van de inschrijving voor het proces een niveau-en dienstanciënniteit van 2 jaar binnen de Dienst Afzonderlijk beheer en Controle hebben.

§ 2. De Dienst is bevoegd om een proces voor de validering van de in § 1 bedoelde vaardigheden van de evaluator te organiseren.

§ 3. Het proces voor de validering van de vaardigheden omvat tests van een soortgelijk niveau als die in het aanwervingsproces. Het voordeel van de succesvolle voltooiing van de validering van de vaardigheden wordt permanent verworven. Succesvolle kandidaten in een proces voor de validering van vaardigheden worden op basis van hun resultaten in één reserve gerangschikt.

Bij het ontstaan van een vacature voor een functie van evaluator worden deze reserves eerst geraadpleegd, in plaats van de reserves die nog actief zijn na een eerdere aanwervingsprocedure.

**Art. 21.** Artikel *6bis* van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden, ingevoegd bij artikel 9 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden van indienstneming van de contractuele personeelsleden van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Tewerkstelling) en hun administratieve en geldelijke toestand, wordt opgeheven.

**Art. 22.** Artikel 12 heeft uitwerking met ingang van 17 augustus 2021.

**Art. 23.** De Minister van Tewerkstelling en Vorming en de Minister van Ambtenarenzaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 28 oktober 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,  
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
V. DE BUE